



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

**Pour le trimestre clos le 30 juin 2013**

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS .....	3
Déclarations prospectives .....	4
Aperçu général.....	4
Activités abandonnées.....	5
Résultats d'exploitation .....	6
Opérations sur devises .....	6
Ventes consolidées .....	7
<i>Répartition géographique des ventes</i> .....	8
Marge brute .....	8
Frais de vente et d'administration .....	9
Résultat opérationnel .....	9
Frais financiers .....	9
Charge d'impôt sur le résultat .....	9
Résultat net .....	10
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global .....	11
Flux de trésorerie et situation financière .....	11
<i>Distribution spéciale aux actionnaires</i> .....	11
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i> .....	12
<i>Activités opérationnelles</i> .....	13
<i>Activités d'investissement</i> .....	15
<i>Activités de financement</i> .....	16
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions.....	16
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées .....	17
Bilans consolidés .....	17
Aide gouvernementale.....	20
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels .....	20
Conjoncture financière et économique.....	21
Modifications de méthodes comptables.....	22
Contrôles et procédures internes .....	23
Risques et incertitudes .....	23
Données financières trimestrielles choisies .....	24
Perspectives.....	25
Renseignements supplémentaires et information continue .....	26

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2013 et le 30 juin 2013. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du premier trimestre clos le 30 juin 2013 à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les trimestres clos les 30 juin 2013 et 2012, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2013. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au [www.herouxdevtek.com](http://www.herouxdevtek.com). La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités préparés conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire, et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

### **Mesures non conformes aux IFRS**

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA des activités poursuivies de la Société est calculé comme suit :

<b>(000 \$)</b>	<b><u>Trimestres clos</u></b>	
	<b><u>les 30 juin</u></b>	
	<b><u>2013</u></b>	<b><u>2012</u></b>
Résultat net découlant des activités poursuivies	2 814	2 946
Impôt sur le résultat	974	963
Frais financiers	723	1 122
Charge d'amortissement	3 236	3 240
<b>BAIIA</b>	<b>7 747</b>	<b>8 271</b>

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2013, le recul du BAIIA par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une diminution du résultat opérationnel réalisé au cours du trimestre, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

## **Déclarations prospectives**

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

## **Aperçu général**

Au cours du précédent exercice, soit le 31 août 2012, la Société a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels (la « transaction de vente ») (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après). À la suite de cette transaction, Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, principalement aux États-Unis. Par conséquent, une part importante des ventes de la

Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, ainsi qu'à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions. Cette usine offre des compétences technologiques en matière de brasage sous vide et de brasage par immersion pour l'assemblage des métaux et est devenue la première installation de brasage sous vide de l'aluminium au Canada à obtenir l'accréditation Nadcap.

### **Activités abandonnées**

Lors du précédent exercice, soit le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York. Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio).

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture, s'est élevé à 297,8 millions de dollars versés en espèces. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction se rattachant à l'opération de vente, le produit net de la vente s'est chiffré à 234,3 millions de dollars. Le gain de 163,0 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 51,8 millions de dollars, s'est élevé à 111,2 millions de dollars.

Au cours de l'exercice précédent, parallèlement à la transaction de vente, la Société a réduit de 16,0 millions de dollars ses obligations au titre de contrats de location-financement et a procédé au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales de 1 million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30,0 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente.

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars effectuée le 19 décembre 2012 était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non

distribués de la Société (se reporter à la rubrique intitulée « Flux de trésorerie et situation financière » plus loin).

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

À la suite de la transaction de vente décrite ci-dessus, les revenus et les charges découlant des activités abandonnées avant le 31 août 2012 sont comptabilisés séparément des produits et des charges découlant des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net dans l'état des résultats consolidé pour tous les trimestres du précédent exercice clos le 31 mars 2013.

Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société oeuvre principalement dans le secteur de l'aérospatiale et est constituée de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron.

### Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie et transférés dans l'état des résultats consolidé (ventes) lorsque la transaction couverte se réalise, conformément aux conventions comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change moyens pour les trimestres clos les 30 juin 2013 et 2012, ainsi que les taux de change de clôture au 30 juin 2013 et au 31 mars 2013 s'établissaient comme suit (\$ CA/équivalent 1 \$ US) :

<b>Taux de change Canada / États-Unis</b>	<b>30 juin 2013</b>	<b>30 juin 2012</b>
Taux moyen pour les trimestres clos	<u>1,0233</u>	<u>1,0102</u>
<b>Taux de change Canada / États-Unis</b>	<b>30 juin 2013</b>	<b>31 mars 2013</b>
Taux de clôture	<u>1,0518</u>	<u>1,0160</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre clos le 30 juin 2013, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 1,3 % d'un exercice à l'autre, ce qui a eu un impact positif sur les ventes et les résultats de la Société libellés en dollars

US, y compris ceux des activités d'exploitation canadiennes, à l'exception des fluctuations des contrats de change à terme. La variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2013 a eu un impact favorable sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin du présent trimestre, comparativement aux soldes de clôture du précédent exercice. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 30 juin 2013, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 120,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0326. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois de juillet 2013 et mars 2017; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours du présent exercice et du prochain.

Au 30 juin 2013, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 3,3 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent tous à échéance au cours du présent exercice et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

### **Ventes consolidées**

Les ventes consolidées pour le premier trimestre clos le 30 juin 2013 ont fléchi de 0,8 million de dollars, soit 1,3 %, pour s'établir à 63,0 millions de dollars, comparativement à 63,8 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire, en partie contrebalancée par une augmentation des ventes de 1,9 million de dollars, ou 7,4 %, dans le secteur commercial, essentiellement liée à un accroissement des ventes réalisées dans le cadre des programmes du B-777 et du B-787. Les fluctuations de change ont aussi eu pour effet de réduire les ventes de 0,3 million de dollars, ou 0,4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	<b><u>Trimestres clos les 30 juin</u></b>			
	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>Variation</b>	
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>	<b>%</b>
Militaire <sup>(1)</sup>	<b>34 732</b>	37 478	(2 746)	(7,3)
Commercial	<b>28 240</b>	26 302	1 938	7,4
<b>Total</b>	<b>62 972</b>	<b>63 780</b>	<b>(808)</b>	<b>(1,3)</b>

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires durant le trimestre ont reculé de 2,7 millions de dollars, ou 7,3 %, pour s'établir à 34,7 millions de dollars, comparativement aux ventes de 37,5 millions de dollars réalisées un an plus tôt. Le recul des ventes est essentiellement attribuable à une baisse des ventes de services de réparation et d'entretien découlant d'une diminution des besoins des clients,

combinée à une baisse de la demande pour des pièces de rechange dans le cadre des programmes du B-2, du C-17 et du F-15, en partie contrebalancées par l'obtention d'un nouveau mandat auprès de la société The Boeing Company (« Boeing ») lié au programme de l'hélicoptère CH-47. Le recul des ventes de produits militaires est également attribuable aux ventes moins élevées de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron. Cette situation traduit la faiblesse du marché militaire aux États-Unis qui est touché par la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine et par le maintien de la réduction automatique des dépenses publiques (*Sequestration*).

Les ventes commerciales ont progressé de 1,9 million de dollars, soit 7,4 %, ce trimestre pour atteindre 28,2 millions de dollars, comparativement à 26,3 millions de dollars un an auparavant. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux qui découle principalement de l'obtention d'un nouveau mandat auprès de Boeing portant sur des actionneurs dans le cadre du programme du B-777 ainsi que de l'accélération de la production du programme du B-787.

#### *Répartition géographique des ventes*

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	<b><u>Trimestres clos les 30 juin</u></b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<b>(%)</b>	<b>(%)</b>
Canada	<b>33</b>	28
États-Unis	<b>63</b>	68
International	<b>4</b>	4
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

L'évolution de la répartition géographique des ventes d'un exercice à l'autre est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes liées aux gros porteurs commerciaux au Canada combiné à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

#### **Marge brute**

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 14,5 % pour le trimestre, en baisse de 2,0 % par rapport à 16,5 % lors du précédent exercice.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence négative de 0,3 million de dollars sur la marge brute en dollars de la Société ce trimestre, ou 0,3 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes, par rapport à l'exercice précédent. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Au cours du trimestre, la marge brute consolidée a subi les conséquences d'une composition moins avantageuse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire jumelée à une



hausse des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage. Ces répercussions négatives sur la marge brute ont été en partie contrebalancées par une baisse des coûts liés à la non-qualité, comparativement à l'exercice précédent.

### **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<b>Trimestres clos les 30 juin</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Frais de vente et d'administration (000 \$)	<b>4 641</b>	5 466
% des ventes	<b>7,4 %</b>	8,6 %

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 4,6 millions de dollars, soit 7,4 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 juin 2013, en baisse de 0,8 million de dollars, ou 1,2 % des ventes, par rapport à 5,5 millions de dollars, ou 8,6 % des ventes un an auparavant. Les frais de vente et d'administration du trimestre incluent aussi un gain de change de 0,5 million de dollars réalisé lors de la conversion d'éléments non monétaires nets libellés en devises, comparativement à un gain négligeable lors de l'exercice précédent. La diminution des frais de vente et d'administration reflète également une baisse sur douze mois des honoraires professionnels engagés pour certains projets spécifiques.

### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 4,5 millions de dollars, soit 7,2 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 juin 2013, comparativement à celui de 5,0 millions de dollars, ou 7,9 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice. Cette baisse du résultat opérationnel, exprimé en dollars et en pourcentage des ventes, est attribuable à une baisse de la marge brute et des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

### **Frais financiers**

Les frais financiers se sont élevés à 0,7 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2013, alors qu'ils avaient totalisé 1,1 million de dollars lors de l'exercice précédent. La baisse des frais financiers durant le trimestre est principalement attribuable à un ajustement favorable du taux d'actualisation de 0,3 million de dollars comptabilisé à la provision pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui reflète la hausse du taux d'actualisation entre le 31 mars 2013 et le 30 juin 2013. Elle reflète également la hausse des intérêts créditeurs découlant de l'augmentation de la situation de trésorerie de la Société à la suite de la transaction de vente réalisée au cours du précédent exercice, déduction faite de la distribution spéciale versée aux actionnaires (se reporter à la rubrique plus bas).

### **Charge d'impôt sur le résultat**

Pour les trimestres clos les 30 juin 2013 et 2012, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 1,0 million de dollars.

Le taux d'imposition effectif de la Société au premier trimestre s'est établi à 25,7 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,1 million de dollars) en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars).

Pour la période correspondante de l'exercice précédent, le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société s'était établi à 24,6 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,1 % prévu par la loi. Cet écart s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société de différences permanentes (0,2 million de dollars) qui avait été en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars).

L'augmentation du taux d'imposition combiné de la Société prévu par la loi ce trimestre, comparativement à l'exercice précédent, reflète essentiellement l'écart entre les taux d'imposition provinciaux sur le résultat des sociétés.

### Résultat net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, la Société a enregistré un résultat net découlant des activités poursuivies de 2,8 millions de dollars, soit 4,5 % des ventes, comparativement à un résultat net de 2,9 millions de dollars, ou 4,6 % des ventes, lors de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice précédent comprend également le résultat net découlant des activités abandonnées de 3,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2012.

	<u>Trimestres clos les</u>	
	<u>30 juin</u>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	<b>2 814</b>	2 946
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	-	3 258
Résultat net (000 \$)	<b>2 814</b>	6 204
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base (\$)	<b>0,09</b>	0,10
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – dilué (\$)	<b>0,09</b>	0,10
Bénéfice par action – de base (\$)	<b>0,09</b>	0,20
Bénéfice par action – dilué (\$)	<b>0,09</b>	0,20

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 517 146 pour le trimestre clos le 30 juin 2013 et de 30 448 869 actions ordinaires pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 668 642 pour le trimestre et de 30 817 641 pour l'exercice précédent. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en

circulation du 30 juin 2012 au 30 juin 2013 est essentiellement attribuable à l'émission de 1 034 543 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société au cours du précédent exercice.

Le 31 juillet 2013, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 31 523 688 actions ordinaires et 259 101 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,6 années.

### **Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global**

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2013, les autres éléments du résultat global inclus dans le résultat global découlant des activités poursuivies, sont essentiellement attribuables à un gain réalisé lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger découlant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, en partie contrebalancé par des pertes nettes sur évaluation des instruments financiers dérivés et des gains nets sur des instruments financiers dérivés reclassés en résultat net durant le trimestre, combinés au montant net des pertes actuarielles des régimes de retraite à prestations définies de la Société résultant de l'incidence négative du rendement moins élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes.

### **Flux de trésorerie et situation financière**

#### *Distribution spéciale aux actionnaires*

Au cours de l'exercice précédent, soit le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars (sur la base de 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012) effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société. La réduction du capital qui a eu pour effet de réduire le capital émis de la Société a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012. Les frais de transaction connexes à cette distribution spéciale aux actionnaires se sont élevés à 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars après impôts) et ont été comptabilisés en réduction du capital émis et des résultats non distribués.

### *Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie*

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers tout au long de l'exercice en cours. À la suite de la transaction de vente réalisée le 31 août 2012 et de la distribution spéciale versée aux actionnaires le 19 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 96,7 millions de dollars au 30 juin 2013, comparativement à 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013, dont 10,0 millions de dollars avaient été investis dans des dépôts à court terme (10,0 millions de dollars au 31 mars 2013). Le reste de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était détenu dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie, consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016. Elle comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 30 juin 2013, seule une somme de 23,1 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) avait été prélevée sur la facilité de crédit de la Société, comparativement à 22,4 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) au 31 mars 2013. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 30 juin 2013, la Société affichait la situation de trésorerie nette suivante calculée comme suit :

	<b>(000 \$)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96 696
Moins : dette à long terme, y compris la tranche à court terme <sup>(1)</sup>	(63 002)
Situation de trésorerie nette	33 694

<sup>(1)</sup> Excluant le montant net des frais de financement différés

### Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles ainsi que généré des flux de trésorerie de ses activités abandonnées comme suit :

	<b><u>Trimestres clos</u></b> <b><u>les 30 juin</u></b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Flux de trésorerie découlant des activités poursuivies	<b>7 152</b>	6 989
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	<b>(4 112)</b>	(4 033)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies	<b>3 040</b>	2 956
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées	<b>(1 641)</b>	8 948
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<b>1 399</b>	11 904

L'augmentation de 0,2 million de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 juin 2013, par rapport à la même période l'an dernier, s'explique essentiellement par une hausse de 0,7 million de dollars de la charge d'impôt différé, en partie contrebalancée par une baisse de 0,1 million de dollars du résultat net et un ajustement favorable du taux d'actualisation de 0,3 million de dollars.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées comprennent le versement d'impôt final effectué au premier trimestre relativement au solde à payer de l'exercice clos le 31 mars 2013.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<b>Trimestres clos les</b>	
	<b><u>30 juin</u></b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Comptes clients	<b>6 615</b>	2 802
Stocks	<b>(1 528)</b>	(3 443)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs (ci-après appelés collectivement « comptes fournisseurs »)	<b>(6 008)</b>	1 228
Facturations progressives	<b>(3 397)</b>	(2 904)
Impôts à payer et à recevoir	<b>(558)</b>	(2 150)
Autres	<b>764</b>	434
	<b>(4 112)</b>	<b>(4 033)</b>

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2013, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à une baisse du volume des ventes par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, qui est, historiquement, le meilleur trimestre de l'exercice. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des comptes clients et des comptes fournisseurs libellés en dollars US à la fin de la période. L'augmentation des stocks traduit essentiellement l'accroissement des volumes de production des programmes commerciaux, tandis que la réduction des facturations progressives reflète principalement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial, de même qu'une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour le trimestre clos le 30 juin 2013 reflète principalement le paiement final des impôts effectué au premier trimestre pour l'exercice 2013.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012, la diminution des comptes clients avait été principalement attribuable à une baisse du volume des ventes par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancée par l'incidence d'une hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des comptes clients libellés en dollars US à la fin de la période. Lors du précédent exercice, l'augmentation des stocks reflétait l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial, tandis que la réduction des facturations progressives découlait principalement d'une diminution du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour le trimestre clos le 30 juin 2012 reflétait principalement le paiement final des impôts effectué au premier trimestre pour l'exercice 2012.

### Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<b>Trimestres clos les</b>	
	<b>30 juin</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	<b>(3 181)</b>	(3 471)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net <sup>(1)</sup>	<b>(2 995)</b>	(3 108)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	-	4
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	-	(1 375)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(6 176)</b>	<b>(7 950)</b>

<sup>(1)</sup> Des activités poursuivies

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<b>2 271</b>	2 195
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de la période	<b>910</b>	1 276
<b>Acquisitions selon les états des flux de trésorerie</b>	<b>3 181</b>	<b>3 471</b>

Les acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées au cours du trimestre se sont élevées à 2,3 millions de dollars (2,2 millions de dollars pour les acquisitions d'immobilisations liées aux activités poursuivies lors du précédent exercice). Elles comprennent des investissements au laboratoire d'ingénierie de St-Hubert et aux installations d'exploitation de Longueuil visant à soutenir certains programmes de développement aérospatiaux, de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2014 s'élèveront à environ 16,0 millions de dollars, dont un montant de 3,0 millions de dollars relatif aux activités d'exploitation de Landing Gear USA et 2,0 millions de dollars pour les installations d'ingénierie.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de conception de jets d'affaires. Les ventes liées à certains de ces programmes devraient commencer vers la fin de l'exercice en cours et augmenteront progressivement au cours des années suivantes.

## Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<b>Trimestres clos les</b>	
	<b>30 juin</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
	<b>(000 \$)</b>	<b>(000 \$)</b>
Remboursement de la dette à long terme	<b>(2 561)</b>	(2 723)
Émission d'actions ordinaires	<b>67</b>	85
Activités de financement découlant des activités abandonnées	-	(1 687)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(2 494)</b>	<b>(4 325)</b>

Le remboursement de la dette à long terme effectué cette année et lors de l'exercice précédent comprend le remboursement prévu de prêts des autorités gouvernementales, de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement ainsi que d'un billet.

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2013, la Société a émis 9 336 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (le « régime d'achat d'actions ») pour une contrepartie totale en espèces de 67 000 \$. Lors de la même période l'an dernier, la Société avait émis 11 093 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'achat d'actions, pour une contrepartie totale en espèces de 85 000 \$.

Au 30 juin 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice 2014 en cours.

### **Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions**

Au 30 juin 2013, la Société comptait 31 520 782 actions ordinaires en circulation (31 511 446 au 31 mars 2013).

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2013, la Société a émis 9 336 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 7,14 \$ l'action pour une contrepartie totale en espèces de 67 000 \$. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, la Société avait émis 11 093 actions ordinaires dans le cadre de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 7,63 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 85 000 \$.

Au 30 juin 2013, 259 101 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,6 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 3,30 \$ l'action. Au cours des trimestres clos les 30 juin 2013 et 2012, aucune option sur actions n'a été attribuée, exercée ou annulée.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, la charge au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions s'est chiffrée respectivement à 36 000 \$ et 31 000 \$ (115 000 \$ et



38 000 \$ en 2012) - se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au 30 juin 2013, 1 750 381 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 264 885 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

### **Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)**

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 30 juin 2013, 39 000 DPVA étaient encore en circulation, assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 2,78 \$ et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2014 et 2016. Au cours des trimestres clos les 30 juin 2013 et 2012, aucun DPVA n'a été exercé ni annulé.

Au 30 juin 2013, 75 302 UAD étaient en vigueur. Au cours des trimestres clos les 30 juin 2013 et 2012, aucune UAD n'a été attribuée, exercée ou annulée.

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2013, la charge au titre des DPVA s'est élevée à 21 000 \$ (reprise de la charge de 110 000 \$ en 2012), tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée à 58 000 \$ (reprise de la charge de 14 000 \$ en 2012) - se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### **Bilans consolidés**

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 30 juin 2013 et le 31 mars 2013 :

<b>Rubrique</b>	<b>Variation (millions \$)</b>	<b>Note explicative</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(4,6)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés.
Comptes clients	(6,6)	Diminution attribuable à un recul des ventes au premier trimestre de l'exercice en cours, par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 1,1 million de dollars).

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Stocks	1,5	Cette hausse reflète l'augmentation du volume dans le secteur commercial ainsi que l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des stocks des établissements américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 0,6 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court et à long terme)	(1,7)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de conversion de clôture utilisé, aux dates des bilans.
Immobilisations corporelles, montant net	(0,4)	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'acquisition d'immobilisations corporelles de 2,3 millions de dollars;</li> <li>• l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des immobilisations corporelles nettes des établissements américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 0,3 million de dollars).</li> </ul> <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la charge d'amortissement (3,0 millions de dollars);</li> </ul>
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	2,9	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (3,1 millions de dollars);</li> </ul> <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de l'amortissement des logiciels (0,2 million de dollars).</li> </ul>
Comptes fournisseurs et charges à payer	(4,4)	Diminution résultant principalement d'une baisse des ventes au premier trimestre de l'exercice en cours, comparativement au quatrième trimestre du précédent exercice. Cette diminution a été en partie contrebalancée par l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 0,6 million de dollars).

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Comptes fournisseurs - autres	(1,0)	Baisse attribuable principalement à une diminution de la portion non payée des acquisitions d'immobilisations corporelles.
Facturations progressives (à court et à long terme)	(3,4)	La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.
Impôts à payer	(2,4)	Diminution qui reflète essentiellement les versements d'impôt finaux effectués au premier trimestre relativement au solde à payer de l'exercice précédent.
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court et à long terme)	2,6	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. L'augmentation est attribuable essentiellement à un différentiel plus élevé entre le taux de conversion de clôture utilisé et les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme, aux deux dates du bilan.
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	(1,2)	<p>Variation imputable au :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Remboursement prévu de capital sur la dette à long terme, principalement des prêts des autorités gouvernementales (2,6 millions de dollars).</li> </ul> <p>Déduction faite de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (0,5 million de dollars);</li> <li>• l'amortissement de frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,1 million de dollars);</li> <li>• l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains, par rapport au 31 mars 2013 (0,8 million de dollars).</li> </ul>
Résultats non distribués	2,7	L'augmentation reflète le résultat net de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2013, en partie contrebalancé par les pertes actuarielles des régimes de retraite à prestations définies de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2013.

En date du 30 juin 2013 et du 31 mars 2013, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres<sup>(1)</sup> s'établissaient comme suit :

	<b>30 juin 2013</b>	<b>31 mars 2013</b>
Ratio du fonds de roulement	<b>3,93:1</b>	3,59:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>96,7 M\$</b>	101,3 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	<b>0,26:1</b>	0,27:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres <sup>(1)</sup>	<b>(0,15:1)</b>	(0,17:1)

(1) : Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

### **Aide gouvernementale**

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2013, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 0,5 million de dollars (0,6 million de dollars lors de la période correspondante de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés, un montant de 0,3 million de dollars (0,4 million de dollars lors de la même période l'an dernier) en aide gouvernementale, présentés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt, des subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

### **Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels**

En date du 30 juin 2013, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 1,1 million de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des cinq prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 3,4 millions de dollars (se référer à la Note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 30 juin 2013, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 120,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0326 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois de juillet 2013 et le mois de mars 2017, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À

titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 123,5 millions de dollars US et 147,7 millions de dollars US respectivement en date du 31 mars 2013 et du 30 juin 2012, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0325 et 1,0561 respectivement. La diminution des contrats de change à terme, par rapport à la même période l'an dernier, reflète l'évolution du carnet de commandes fermes.

Au 30 juin 2013 et au 31 mars 2013, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente respectivement de 3,3 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 (dollar canadien par rapport au dollar américain) et de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains instruments financiers dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours du présent exercice financier.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 30 juin 2013.

## **Conjoncture financière et économique**

L'amélioration de l'économie mondiale continue d'avoir des répercussions positives sur la plupart des marchés de la Société liés à l'aérospatiale commerciale. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations de cadence de production de certains programmes d'envergure; leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ de sept à huit années de production aux cadences actuelles. Les livraisons de jets d'affaires ont progressé de 4,0 % au cours des trois premiers mois de l'année civile 2013 et certains indicateurs clés pointent vers une reprise plus vigoureuse, comme l'utilisation accrue des avions et la réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte.

Le marché de l'aérospatiale militaire s'est cependant affaibli alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. Aux États-Unis, qui représentent le plus important marché militaire de la Société, l'incertitude entourant la durée des réductions de dépenses automatiques dans le budget fédéral (*Sequestration*), qui comprennent des compressions budgétaires à la Défense, pourrait avoir des répercussions sur la Société au-delà du présent exercice financier.

L'économie mondiale demeure fragile en raison de la situation de la dette de plusieurs pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes aux secteurs

commercial et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait contribuer à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des gouvernements ou des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

## **MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES**

En date du 1<sup>er</sup> avril 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes ci-dessous, conformément aux modifications requises par l'International Accounting Standard Board. L'adoption de ces nouvelles normes a eu une incidence négligeable sur certains chiffres des périodes précédentes.

### ***IAS 1, Présentation des états financiers***

L'IAS 1 *Présentation des états financiers* modifié a été adopté rétrospectivement le 1<sup>er</sup> avril 2013. Le changement principal découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés en résultat net et les autres éléments du résultat global jamais reclassés en résultat net dans l'état du résultat global consolidé.

### ***IFRS 13, Évaluation de la juste valeur***

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* a été adopté rétrospectivement le 1<sup>er</sup> avril 2013 et est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui stipule les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. Ce changement n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## **IAS 19, Avantages du personnel**

L'IAS 19 *Avantages du personnel* modifié a été adopté rétrospectivement le 1<sup>er</sup> avril 2013. Entre autres changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime). Également, le coût financier net est maintenant présenté dans les frais financiers. De plus, les modifications de l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. Les modifications des méthodes comptables ont été comptabilisées rétrospectivement conformément aux règles de transition de l'IAS 19 modifié et les informations supplémentaires à fournir seront présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2014.

L'impact de l'adoption de l'IAS 19 *Avantages du personnel* modifié sur l'état des résultats consolidés et sur l'état du résultat global consolidé pour le trimestre clos le 30 juin 2012 représente le suivant:

(000 \$)

● Diminution du coût des ventes	(18)
● Augmentation des frais financiers	126
● Diminution de l'impôt sur le résultat	(29)
● Diminution du résultat net découlant des activités poursuivies et du résultat net	(79)
● Diminution des pertes actuarielles, déduction faite de l'impôt sur le résultat	79
● Augmentation des autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies et autres éléments du résultat global	79

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES**

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 juin 2013 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite

## DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$ sauf les données par action)	Exercice 2014	Exercice 2013				Exercice 2012		
	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011	30 sept. 2011
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges <sup>(1)</sup> (\$ CA /équivalent 1 \$ US)	<b>1,0233</b>	1,0089	0,9913	0,9948	1,0102	1,0012	1,0231	0,9802
Ventes des activités poursuivies	<b>62 972</b>	73 816	61 742	57 684	63 780	74 777	61 988	55 464
BAIIA des activités poursuivies <sup>(2)</sup>	<b>7 747</b>	10 159	7 672	6 989	8 271	11 473	10 302	7 360
Résultat net découlant des activités poursuivies <sup>(2)</sup>	<b>2 814</b>	4 695	3 216	2 645	2 946	5 558	4 463	2 436
Résultat net découlant des activités abandonnées	-	3 679	1 289	110 000	3 258	3 360	2 403	2 331
Résultat net <sup>(2)</sup>	<b>2 814</b>	8 374	4 505	112 645	6 204	8 918	6 866	4 767
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base <sup>(2)</sup>	<b>0,09</b>	0,15	0,10	0,09	0,10	0,18	0,15	0,08
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – dilué <sup>(2)</sup>	<b>0,09</b>	0,15	0,10	0,09	0,10	0,18	0,15	0,08
Bénéfice par action (\$) – de base <sup>(2)</sup>	<b>0,09</b>	0,27	0,14	3,68	0,20	0,29	0,23	0,16
Bénéfice par action (\$) – dilué <sup>(2)</sup>	<b>0,09</b>	0,26	0,14	3,64	0,20	0,29	0,22	0,16
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	<b>31,7</b>	31,7	31,3	31,0	30,8	30,8	30,7	31,0

(1) À l'exclusion des contrats de change à terme.

(2) Redressé : se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés



## PERSPECTIVES

Les conditions demeurent en général favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,3 % au cours de l'année civile 2013, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 1,5 % au cours de l'année civile 2013. À la fin du mois de mai 2013, le marché des passagers avait progressé de 4,3 %, mais le marché du fret aérien avait enregistré un léger recul de 0,2 %<sup>1</sup>.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus continuent de procéder à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2013 et 2014, bien que la production du B-747 sera légèrement réduite durant l'année civile 2014<sup>2</sup>. Les deux avionneurs prévoient ainsi hausser leurs livraisons au cours de l'année civile 2013 par rapport à l'année précédente. Leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ de sept à huit années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont augmenté de 4,0 % au premier trimestre de l'année civile 2013 et certains indicateurs clés pointent vers une reprise plus vigoureuse, comme l'utilisation accrue des avions et la réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage.<sup>3</sup>

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2014 est légèrement inférieur au financement adopté pour l'exercice 2013<sup>4</sup>, et comprend une réduction de 1,4 % du financement proposé pour l'équipement, les systèmes, la recherche, le développement technologique et les armes. Comme le financement proposé pour l'exercice 2014 demeure supérieur aux limites budgétaires établies en vertu des réductions de dépenses prévues dans le budget fédéral (*Sequestration*), le financement réel pourrait s'avérer considérablement moindre si ces réductions n'étaient pas renversées. Compte tenu de l'incertitude entourant la durée de ces réductions de dépenses, la Société pourrait être touchée par les compressions budgétaires à la Défense américaine au-delà du présent exercice financier, en dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et de l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, qui devraient atténuer cet impact.

Le bilan de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 96,7 millions de dollars au 30 juin 2013. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa

---

<sup>1</sup> Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, juin 2013; communiqués de presse du 2 et 3 juillet 2013

<sup>2</sup> Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 4 avril 2013. Communiqués de presse de Boeing du 9 mai 2013, 19 avril 2013, 18 mars 2013, 12 novembre 2012, 23 octobre 2012.

<sup>3</sup> Sources: GAMA, JETNET, FAA, Teal Group, Forecast International.

<sup>4</sup> Source : Rapport du Département de la Défense des États-Unis publié le 10 avril 2013

facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 16 millions de dollars pour l'exercice 2014 et d'envisager la réalisation d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 30 juin 2013, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 368 millions de dollars, comparativement à 361 millions de dollars trois mois plus tôt. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

À la lumière de son carnet de commandes et des tendances actuelles du marché, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2014 sera marginale, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie. Stimulées par la vigueur soutenue du secteur des gros porteurs commerciaux et la reprise du marché des jets d'affaires, les ventes commerciales pourraient croître de plus de 10 %, tandis que les ventes de produits militaires devraient reculer encore davantage en raison des restrictions budgétaires aux États-Unis. Ces restrictions pourraient également affecter le calendrier des ventes de services et de produits militaires. À long terme, Héroux-Devtek demeure déterminée à réaliser son objectif déclaré d'enregistrer une progression moyenne de 10 % par année, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables

### **Renseignements supplémentaires et information continue**

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et le conseil d'administration le 31 juillet 2013. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).